

ÉDITION 2011

# CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

NEUVIÈME ÉDITION

*Commentaires par*

ALAIN LIENHARD

Docteur en droit  
Rédacteur en chef du Recueil Dalloz

*Annotations jurisprudentielles  
et bibliographiques par*

PASCAL PISONI

Rédacteur aux Éditions Dalloz

DALLOZ

# TABLE DES MATIÈRES

## CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

### PREMIÈRE PARTIE

#### LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE ET TEXTES D'APPLICATION

#### I RÉGIME ISSU DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005 ET DE L'ORDONNANCE DU 18 DÉCEMBRE 2008

Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, art. 165, 190 à 192 .....	p. 4
Ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008, art. 173 .....	p. 6
Code de commerce, art. L. 610-1 à L. 680-7 .....	p. 6
Code de commerce, art. R. 600-1 à R. 670-6 .....	p. 515
Circulaire du 22 juillet 2005 (mesures d'application immédiate de la loi du 26 juill. 2005) .....	p. 608
Circulaire du 9 janvier 2006 (mesures de la loi du 26 juill. 2005 applicables aux procédures en cours) .....	p. 609
Circulaire du 16 novembre 2006 (intervention des ordres professionnels ou des autorités compétentes dans les procé- dures ouvertes à l'égard de professionnels libéraux apparten- nant à des professions réglementées) .....	p. 613
Circulaire du 6 avril 2007 (application du décret n° 2006- 1709 du 23 déc. 2006) .....	p. 615

#### II RÉGIME ANTÉRIEUR À LA LOI DU 26 JUILLET 2005

Code de commerce, anciens art. L. 611-1 à L. 628-8 .....	p. 626
Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 .....	p. 1136

## DEUXIÈME PARTIE

### I DROIT EUROPÉEN

Règlement CE n° 1346-2000 du 29 mai 2000 (procédures d'insolvabilité) .....	p. 1231
Circulaire du 15 décembre 2006 (relative au Règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000) .....	p. 1256

### II MANDATAIRES JUDICIAIRES

Code de commerce, art. L. 811-1 à L. 814-11 .....	p. 1275
Code de commerce, art. R. 811-1 à R. 814-157 .....	p. 1293
Code de commerce, art. A. 811-1 à A. 814-6 .....	p. 1333

### III PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code de commerce, art. L. 234-1 à L. 234-4 et R. 234-1 à R. 234-7 (procédure d'alerte dans les sociétés commerciales) .....	p. 1343
Code de commerce, art. L. 251-15 et R. 251-3 (procédure d'alerte dans les GIE) .....	p. 1348
Code du travail, art. L. 2323-78 à L. 2323-82, R. 2323-18 et R. 2323-19 (droit d'alerte du comité d'entreprise) .....	p. 1349
Code rural, art. L. 351-1, L. 351-7, R. 351-1 à R. 351-7 et D. 354-1 à D. 354-15 (exploitations agricoles en difficulté) ...	p. 1352
Code civil, art. 1799-1; Décr. n° 99-658 du 30 juill. 1999, art. 1 <sup>er</sup> (garantie de paiement des entrepreneurs) .....	p. 1359
Code des assurances, art. L. 423-1 à L. 423-8 et R. 423-1 à R. 423-18 (garantie des assurés) .....	p. 1360
Code monétaire et financier, art. L. 312-4 à L. 312-18; Règl. CRBF n° 99-05 (garantie des déposants) .....	p. 1368
Code monétaire et financier, art. L. 313-50 et L. 313-51, D. 313-26 à D. 313-31; Règl. CRBF n° 99-12 (garantie des cautions) .....	p. 1377
Code monétaire et financier, art. L. 322-1 à L. 322-10; Règl. CRBF n° 99-14 (garantie des investisseurs) .....	p. 1381
Code monétaire et financier, art. L. 313-22; L. n° 94-126 du 11 févr. 1994, art. 47; Code de la consommation, art. L. 341-1 et L. 341-6 (information des cautions) .....	p. 1390
Code de commerce, art. L. 526-1 à L. 526-21 et R. 526-1 à R. 526-14; Code civil, art. 1387-1 (protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint) .....	p. 1404

Décret n° 2007-686 du 4 mai 2007; Circulaires des 25 et 26 novembre 2004 (action des pouvoirs publics) .....	p. 1415
--	---------

#### IV TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code civil, art. 1844-7 (7°) (dissolution des sociétés) .....	p. 1427
Code général des impôts, art. 1756 (remise de pénalité), 1929 <i>quater</i> (publicité du privilège du Trésor public) et 1929 <i>septies</i> (cession de rang de privilège ou d'hypothèque) .....	p. 1434
Livre des procédures fiscales, art. L. 269 A et L. 269 B (droit de poursuite individuelle de l'Administration fiscale en cas de liquidation judiciaire) .....	p. 1439
Code des assurances, art. L. 113-6 (continuation des contrats d'assurance), L. 132-14 et L. 132-17 (contrats d'assurance-vie), L. 443-1 (engagements de caution des entreprises d'assurance) .....	p. 1440
Code de la sécurité sociale, art. L. 243-4, L. 243-5 et L. 651-6; R. 243-20-2, R. 243-20-3, R. 612-4 et R. 612-5; D. 243-3 (privilège de la sécurité sociale, remise de dette, cession de rang de privilège ou d'hypothèque) .....	p. 1443
Code des douanes, art. 379 <i>bis</i> ; Décr. n° 2007-568 du 17 avr. 2007 (publicité du privilège des douanes) .....	p. 1448
Code du travail, art. L. 3253-5 (privilège du façonnier) .....	p. 1451
Code de la propriété intellectuelle, art. L. 132-15 et L. 132-30 (contrats d'édition et de production audiovisuelle) ...	p. 1452
Code monétaire et financier, art. L. 211-10 (procédure collective d'un intermédiaire habilité) .....	p. 1453
Code monétaire et financier, art. L. 211-20 et D. 211-10 à D. 211-14 (nantissement de compte-titres) .....	p. 1453
Code monétaire et financier, art. L. 211-36 à L. 211-40 (opérations sur instruments financiers) .....	p. 1456
Code monétaire et financier, art. L. 313-12 (crédit d'exploitation aux entreprises – rupture de crédit et crédit abusif) .....	p. 1458
Code monétaire et financier, art. L. 313-22-1 ( <i>engagements de garantie des établissements de crédit</i> ) .....	p. 1477
Code monétaire et financier, art. L. 330-1, L. 330-2 et R. 330-1 à R. 330-3 (systèmes de règlements interbancaires et systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers) .....	p. 1478
Code monétaire et financier, art. L. 440-7 à L. 440-9 (adhérents d'une chambre de compensation) .....	p. 1480
Code monétaire et financier, art. L. 515-21 et L. 515-25 à L. 515-28 (sociétés de crédit foncier) .....	p. 1481

Code monétaire et financier, art. L. 613-24 à L. 613-30-1 et R. 613-19 à R. 613-23 (traitement des établissements de crédit, de paiement et des entreprises d'investissement en difficulté) .....	p. 1482
Code monétaire et financier, art. L. 613-31 à L. 613-31-10, R. 613-24 et R. 613-26 (mesures d'assainissement des établissements de crédit communautaires) .....	p. 1485
Loi n° 75-1334 du 31 déc. 1975, art. 12 (action directe du sous-traitant).....	p. 1491
Loi n° 86-1067 du 30 sept. 1986, art. 42-12 (cession des entreprises titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle).....	p. 1491